



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor



**LETTRE ÉCONOMIQUE**

**DE CUBA**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

**DE L'AMBASSADE DE FRANCE A LA HAVANE**

N° 10 – Septembre 2022

## Editorial

### Un été mouvementé, entre catastrophes et réformes

Après un début d'année marquée par les quelques annonces américaines en mai, l'été nous a apporté son lot de nouveautés. D'abord avec la tenue de la session estivale de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire, au cours de laquelle de nouvelles mesures ont été annoncées, mais aussi avec l'incendie de la base de supertanker de Matanzas qui a fortement dégradé une situation énergétique déjà complexe. A tout cela nous pouvons désormais ajouter l'ouragan Ian qui vient de frapper l'île de plein fouet plongeant le pays dans le noir pendant plusieurs jours.

Parmi les mesures phares annoncées par le gouvernement en juillet, la réforme du marché du change a été mise en place en août, plus rapidement qu'attendu par les principaux observateurs. Si cette mesure visait notamment à lutter contre le marché informel via le rétablissement en deux étapes de l'achat puis de la vente de devises, il semblerait que les effets escomptés n'ont pas été au rendez-vous. En effet, le taux de change au marché informel qui atteignait encore 1/105 début août a désormais été propulsé à des sommets historiques, l'USD se vendant à plus de 200 CUP.

La situation du pays reste dégradée, avec des difficultés importantes dans le secteur agricole et énergétique. D'une part, la récolte de canne à sucre la plus faible depuis plus d'un siècle (division par 20 par rapport à 1990) due à la sécheresse et au manque d'investissement dans le secteur reflète bien l'obsolescence du système productif agricole. D'autre part, les coupures de courant intempestives (12h par jour à Santiago de Cuba), l'état des centrales thermoélectrique du pays (victimes du manque de maintenance) et les difficultés d'approvisionnement en combustible du pays (alors qu'une partie des réserves du pays ont brûlé début août) illustre la dégradation du système énergétique national de l'île.

La reprise du tourisme est plus ténue qu'espéré par le gouvernement, avec seulement 971 000 touristes internationaux accueilli à fin août. Ce chiffre représente une forte augmentation par rapport à l'année précédente mais reste bien en-deçà des 4,2 millions de touristes ayant visité l'île avant la pandémie en 2019. L'application rétroactive à janvier 2021 de la suppression de l'ESTA américain pour les voyageurs à Cuba pourrait sur le plus long terme avoir un impact sur le tourisme en provenance de l'Europe.

Si la recrudescence des sanctions américaines au cours du mandat de Trump n'a pas été altérée par l'administration Biden, le résultat des élections de mi-mandat (début novembre) est une échéance à scruter avec attention. En effet, en cas de maintien de la majorité à l'Assemblée, un point d'inflexion pourrait exister concernant la position américaine vis-à-vis de l'embargo, même s'il reste difficile de l'appréhender.

## Principaux indicateurs économiques à Cuba

	2018	2019	2020 (e)	2021 (e)	2022 (p)
PIB nominal (Mds \$)	100,1	103,1	102,7	22,7	32,1
PIB/Habitant (\$)	8 820	9 100	9 070	2 010	2 763
Croissance du PIB réel	2,2%	-0,2%	-11,3%	1,3%	3,4%
Inflation (moyenne annuelle)	6,9%	5,6%	7,7%	740%	32,1%
Taux de chômage moyen	1,7%	1,3%	2,3%	3,7%	3,9%
Solde public / PIB	-8,3%	-6,2%	-20,0%	-17,6%	-11,7%
Dette publique / PIB	53,0%	56,2%	69,4%	151,1%	118,9%
Dette extérieure totale / PIB	30,5%	28,9%	27,9%	129,6%	92,8%
Solde de la balance courante (M\$)	2 531	1 473	873	37	647
Exportations françaises (M€)	194	165	113	131	-
Importations françaises (M€)	27	24	16	24	-
Solde commercial bilatéral (M€)	167	142	98	107	-
Entrée nette d'IDE (M\$)	1 006	805	644	708	786

Sources : Tableau indicatif élaboré par le SE à partir des statistiques officielles (ONEI), The Economist Intelligence Unit et des douanes françaises. Concernant les estimations pour l'année 2021 et les prévisions pour l'année 2022, tous les calculs ont été réalisés sur la base d'un taux de change à 1 USD/24 CUP. En effet, l'unification monétaire et cambiale du 1<sup>er</sup> janvier 2021 n'a pas vraiment permis de lever les distorsions des prix pour présenter une image plus fidèle de l'économie cubaine, et un nouveau taux de change officiel a été rétabli (1/120), même si 1/24 reste le taux de référence pour la comptabilité nationale.

## L'actualité économique cubaine

### Nouvelle session de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire en juillet : des annonces optimistes malgré des perspectives en demi-teinte.

Alors que l'année 2021 a été la plus difficile depuis près de 30 ans, l'année 2022 était annoncée par les autorités comme portant les espoirs d'une nette amélioration de la situation économique à Cuba. Au cours d'une nouvelle réunion de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (ANPP, assemblée nationale cubaine) en juillet 2022, le gouvernement a fait un point sur la situation économique actuelle, les résultats de l'utilisation du budget 2021, et sur de nouvelles réformes économiques. Alors que la reprise de la croissance annoncée par le ministre de l'Économie est nette (10,9% au S1 2022 en g.a.), de nombreux défis et enjeux doivent être relevés. La sécurisation de l'accès aux devises et des sources d'approvisionnement du pays, ainsi que la stabilisation de sa situation énergétique restent des préoccupations majeures pour le gouvernement qui a prévu la mise en application d'une nouvelle vague de plus de 70 mesures.

#### Le retour à la croissance, malgré les pénuries et les coupures de courant

Le ministre de l'économie, Alejandro Gil, a annoncé mercredi 20 juillet que les résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2022 étaient encourageants : les 1<sup>ères</sup> estimations de la croissance sur les 6 premiers mois de l'année sont de 10,9% en g.a. Certes, le 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2021 était une l'un des plus mauvais qu'ait connu Cuba en termes de production (-12,7% par rapport au S1 2020), mais ces premiers résultats sont bien supérieurs à l'objectif annuel de 4% de croissance en 2022. Ainsi, si ces estimations se confirment, le pays devrait atteindre son objectif de croissance, au-dessus des 3,4% estimés par la CEPAL en mai.

Pour rappel, après 5 trimestres de récession consécutifs, le pays avait retrouvé la croissance au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021 (+7,9% par rapport au même trimestre de l'année précédente), ce qui signifierait un 2<sup>ème</sup> semestre consécutif de retour à la croissance. Néanmoins, la situation reste

**encore complexe pour le pays qui reste, à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2022, à des niveaux de PIB de 7% inférieur à ceux de 2019.**

Parmi les activités dynamiques citées par le ministre, on compte les secteurs de l'éducation, du transport, ainsi que les exportations de biens et services. Ces dernières ont été portées par la hausse du cours du nickel, et par de bonnes tendances pour les productions de miel et tabac, alors que les exportations de rhum, de produits biopharmaceutiques et de services de télécommunication complètent le panel et contribuent aux bons résultats du pays à l'exportation.

Néanmoins, plusieurs points noirs subsistent : **seulement 680 000 voyageurs ont été accueillis au cours du 1<sup>er</sup> semestre** alors que l'objectif pour l'année 2022 est de 2,5 millions de touristes, et **les revenus en devises atteignent un total de 2,5 Mds USD**, alors qu'ils étaient de plus de 4 Mds USD sur la même période en 2019. En raison de la crise ukrainienne et du contexte des marchés internationaux des matières premières, **le pays reporte un surcoût pour l'importation de produits alimentaires et de combustible d'au moins 50%.**

Concernant l'investissement étranger, selon les autorités, 57 projets sont actuellement en cours de négociation pour un montant total de 5 Mds USD. Parmi ces projets dont certains pourraient se concrétiser en 2023, 7 sont en lien avec des formes de gestion non étatique (activité privée), ce qui serait un 1<sup>er</sup> pas dans le sens de la réforme relative à l'investissement étranger entreprise en novembre 2021. Néanmoins, en 2020 et 2021, des 47 projets d'investissement approuvés, seuls 25 ont été mis en place. **Le pays peine à attirer les investisseurs étrangers même si, depuis 2014, 285 entreprises étrangères avec des projets d'investissement ont été accueillies.**

Au niveau sectoriel, d'après le ministre, les secteurs de l'agriculture et de l'énergie restent les plus touchés par la crise actuelle, **l'offre de produits alimentaires et de combustible restant très largement en-dessous du niveau de la demande interne.** Notamment dans le cas de l'énergie, le déficit de génération électrique ralentit la récupération de l'économie, et s'avère être un poids pour beaucoup de secteurs comme l'industrie, le transport, l'agroalimentaire, etc.

Parmi les **affectations majeures du système électrique national**, des coupures de courant intempestives ont été provoquées par l'incendie

dans un site de stockage de fuel aux abords de la centrale thermoélectrique de Matanzas, qui a consommé quatre réserves de fuel de 50 000 m<sup>3</sup>. A ce déficit de production électrique s'ajoutent les pénuries d'essence et de diesel qui sont survenues suite à l'utilisation massive des générateurs d'urgence qui représentaient en 2021 près de ¼ de la capacité de génération du pays.

**Un paquet de mesures visant à restructurer une économie au bord du gouffre.**

**La situation à la fin des 4 premiers mois de 2022 semble statuer en faveur d'une reprise par rapport à l'année 2021 :** les exportations ont repris et atteignent 590 MUSD, soit 162 MUSD de plus qu'en 2021 ; 450 000 touristes avaient été accueillis, soit plus que le total de 2021.

**Le ministre a ainsi annoncé un paquet de 75 mesures** visant à restructurer une partie de l'économie, notamment afin d'identifier toutes les possibilités d'augmentation des revenus en devises et la lutte contre le développement du marché noir. Des mesures relatives à l'appareil productif, au marché du change, au commerce international ainsi qu'à l'investissement étranger à Cuba ont été décidées par le parti.

**Marché du change :** Parmi les mesures les plus notoires, on compte **la restauration d'un marché de change permettant à l'Etat l'achat et la vente de devises à un taux proche de celui du marché informel (120CUP/1€)**, alors que le marché du change officiel de la monnaie fiduciaire n'était plus assuré par les autorités cubaines depuis plus d'un an et que les transactions se faisaient uniquement via le marché informel (*cf. article suivant pour plus de détails*).

**Activité privée :** Comme régulièrement annoncé aux cours des ANPP précédentes, la volonté que l'entreprise étatique reste au centre du système économique a été renouvelée. **Néanmoins, le gouvernement mise notamment sur les formes de gestion non étatiques** pour s'articuler avec l'activité des entités publiques et résoudre une partie des difficultés relatives au déficit d'offre du marché de détail. La constitution d'entreprises mixtes publiques-privées, la prestation de services étatiques au commerce international pour les PME privées, le développement du commerce électronique, la définition d'un cadre légal pour l'investissement étranger avec le secteur non étatique, et la flexibilisation de l'importation de produits par des personnes naturelles sans objet commercial



sont autant de mesures planifiées pour y parvenir.

**Energie** : le secteur de l'énergie, particulièrement sinistré, a aussi fait l'objet d'annonces visant à réduire la pression sur le système électrique du pays, via la stimulation de la vente de panneaux solaires aux personnes juridiques et naturelles, l'incorporation des acteurs privés dans l'analyse des conseils de l'Energie, et l'augmentation de la production et du recours aux biocombustibles (biogaz, dérivés de l'industrie alimentaire, etc.).

**Commerce et investissement étranger** : la promotion de l'investissement dans les secteurs du commerce de gros et de détail est une manière de lutter contre la faible disponibilité des aliments et des biens d'équipement et de consommation (qui servent aussi à l'industrie du tourisme). Le gouvernement a donc changé sa stratégie dans ces secteurs, qui étaient auparavant réservés à des monopoles publics nationaux. Les autorités ont cependant précisé

que, pour le secteur du commerce de détail, la possibilité d'investissement se fera de manière sélective et uniquement via la création d'entreprises mixtes. En revanche, toutes les modalités d'investissement étranger établies à Cuba devraient obtenir le droit de vendre sur le segment du commerce de gros (y compris aux entreprises non étatiques et aux représentations étrangères privées et publiques présentes sur l'île). La priorité sera donnée aux activités de vente de matières premières, d'intrants, de biens d'équipement, aux installations de génération électrique de source renouvelable et aux produits alimentaires.

Enfin, **une forte dimension sociale** est aussi considérée dans la vague de réforme, visant à préserver les foyers en situation de vulnérabilité, étendre l'action sociale dans les quartiers, financer de nouveaux logements sociaux pour les travailleurs des entreprises grâce aux bénéficiaires, etc.

**Mathieu Cros**

[mathieu.cros@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathieu.cros@dgtresor.gouv.fr)

## Le rétablissement de la vente de devises sur le marché du change, un pari à l'issue incertaine.

*Alors que le marché du change officiel de la monnaie fiduciaire n'était plus assuré par les autorités cubaines depuis plus d'un an et que les transactions se faisaient uniquement via le marché informel, le gouvernement a remis en place un système permettant le rétablissement du marché du change en deux temps. Depuis le 4 août, la réforme entreprise permettait aux particuliers de vendre leurs devises à l'Etat, à un taux de change supérieur au taux officiel. Cependant, l'incomplétude du marché de change ayant induit une augmentation du taux de change au marché informel, les autorités proposent, désormais et depuis le 23 août, la possibilité d'acheter des devises au marché officiel. Si cette mesure avait vocation à lutter contre le change au marché informel, la mise à disposition des devises par le gouvernement reste insuffisante, ce qui a alimenté la hausse du taux de change au marché parallèle qui atteint désormais un maximum historique.*

### **La crise économique et monétaire suite à la réforme de 2021.**

Un an et demi après une vaste réforme monétaire qui a permis à l'île d'unifier ses deux

monnaies, cette mesure a eu divers effets adverses. **Un des plus importants, outre l'inflation, a été pendant plusieurs mois l'inconvertibilité de leur monnaie, associé à une insuffisance de devises à disposition de l'Etat ayant porté les autorités à fermer le marché du change officiel.**

Alors que l'année 2021 a été la plus difficile depuis près de 30 ans sur le plan économique, au cours d'une nouvelle réunion de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (ANPP, assemblée nationale cubaine) en juillet 2022, le **gouvernement a fait un point sur la situation économique actuelle**, les résultats de l'utilisation du budget 2021, et **a annoncé une série de mesures, dont la principale concernent le marché du change.**

### **Une réforme cambiaire en deux étapes**

**La réforme cambiaire, qui concerne la réactivation du marché de change officiel, est une décision importante** du gouvernement cubain dans le cadre de la lutte contre la forte hausse du taux de change au marché informel. La mesure a été mise en place en deux étapes.

Dans un premier temps, **l'achat de devises étrangères par l'Etat, à un taux supérieur au taux de change officiel<sup>1</sup>, a été mise en application depuis le 4 août (à un taux de 120 CUP = 1 USD)** pour permettre de renouer avec l'entrée de devises. Ce type de transaction, permis seulement en liquide les premiers jours, est rendu possible depuis le 9 août dans les distributeurs automatiques et les paiements par carte sont autorisés dans les boutiques habilitées. Néanmoins, les paiements dans les hôtels sont toujours concernés par le taux de référence (1/24).

Dans un second temps, et depuis le 23 août, **la vente de devises étrangères par l'Etat est proposée à destination des personnes naturelles pour un montant maximal de 100 USD et dans seulement 37 maisons de change du pays** (connues sous le nom de l'enseigne commerciale « Cadeca »). Le nouveau taux de change à la vente sur le marché du change est le même que celui pour l'achat (120 CUP = 1 USD), bien que des différences de valeur entre la vente et l'achat de devises sont à constater, en raison des marges commerciales des banques (achat de l'USD à 1/110,4 pour vente à 1/123,6). La vente des différentes devises se réalise uniquement en liquide et, si la vente de dollar américain est réalisée dans les maisons de change habilitées, les dépôts bancaires dans cette devise restent interdits, au motif que l'embargo américain complexifie l'utilisation de cette monnaie par les banques

#### **Une réforme autofinancée à l'issue incertaine**

Ces deux étapes survenues à 20 jours d'intervalle ont donc permis le rétablissement d'un marché

officiel du change, bien que limité par les montants des transactions. En effet, **les autorités tiennent à ce que le marché du change soit autofinancé**, ce qui explique qu'ait eu lieu une première étape de captation des devises (qui transitaient habituellement par le marché informel) et la fixation d'un montant maximal de 100 USD pour la vente.

Les effets mesurables de la première étape de la réforme concernent surtout le taux du marché informel qui est passé en 20 jours de 1/105 à 1/140, sans qu'il soit possible de déterminer quel impact cela a eu sur la masse monétaire, l'inflation et la prépondérance du marché informel dans les transactions cambiales.

Avec la deuxième phase, la hausse du taux de change au marché informel a continué et **le taux au marché parallèle atteint désormais 1/200**. Les conséquences additionnelles pourraient, une fois de plus, être multiples et sont encore, à ce stade, hypothétiques. **Néanmoins, il peut raisonnablement être envisagé qu'à un taux informel aussi élevé**, l'incitation à passer par le canal officiel pour vendre de la devise soit beaucoup plus faible. Or, le marché du change étant autofinancé, les rentrées de devises dans les maisons de change pourraient être trop faibles pour permettre une mise à disposition suffisante des devises (expliquant ainsi l'explosion du taux au marché parallèle).

Par ailleurs, **le seuil défini à 100 USD et l'absence d'offre spécifique pour les entrepreneurs privés devrait obliger ces derniers à continuer de passer par le canal non officiel pour acquérir de la devise.**

Aurélien Salvini et Mathieu Cros  
[aurelien.salvini@dgtresor.gouv.fr](mailto:aurelien.salvini@dgtresor.gouv.fr)

## **Le commerce bilatéral entre Cuba et les pays « européens<sup>2</sup> »**

*Le commerce bilatéral entre les pays « européens » et Cuba a connu son apogée en 2013, date depuis laquelle la dynamique du commerce peine à se relancer. Les deux dernières années (2020 et 2021) ont vu les échanges commerciaux se stabiliser à des niveaux faibles d'environ 2 Mds USD, ce qui n'était plus arrivé depuis 2004. L'Espagne est de loin le partenaire commercial principal de Cuba dans la zone, avec des échanges commerciaux*

*qui dépassent les 890 MUSD, alors que la France est son 5ème partenaire commercial après l'Italie, l'Allemagne et les Pays-Bas. Le solde commercial des pays européens leur est structurellement favorable, avec un excédent supérieur à 1 Mds USD depuis 2013. Si le débouché cubain est négligeable pour les pays européens, ces derniers représentaient 22,3% des échanges extérieurs de l'île en 2020, loin devant la Chine (14,9%) et le Venezuela (13,3%)*

<sup>1</sup> Au taux officiel et en cas de convertibilité, 1 USD équivaut à 24 CUP (1/24).

<sup>2</sup> Ici, « européens » se réfère aux membres de l'Union Européenne ayant déclaré leurs échanges à l'OMC, le Royaume-Uni et la Suisse.

d'après l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) et l'ONEI (Institut National des Statistiques de Cuba).

### **Les états européens, des partenaires importants pour le commerce extérieur de Cuba.**

Les pays européens sont un partenaire commercial important pour Cuba avec **des échanges commerciaux qui atteignent 2 Mds USD en 2021**, stables par rapport à 2020 où les échanges s'étaient fortement contractés à cause de la pandémie. Ces échanges restent **de 29% inférieurs aux niveaux de 2019 où ils atteignaient 2,8 Mds USD**, et de 42% inférieur à leur maximum historique de 3,4 Mds USD, atteint en 2013.

Néanmoins, **les pays européens représentent 22% des échanges de Cuba avec l'extérieur en 2020, surtout en raison d'une baisse plus prononcée du commerce du pays avec ses autres partenaires commerciaux stratégiques.** En effet, les échanges de Cuba avec le Venezuela et la Chine, qui représentaient respectivement 28% et 17% des échanges commerciaux de l'île en 2015, atteignent seulement 13% et 15% en 2020.

Les autres pays sont des débouchés de moindre importance pour l'île, à l'image de la Russie (6,1%), l'Argentine (4,5%) et le Mexique (3,8%). De même, la part du commerce régional avec la région CARIFORUM est limitée et ne représente que 4,8% du commerce bilatéral de Cuba, dont 2% avec la République dominicaine.

**La chute progressive des échanges commerciaux avec tous les partenaires commerciaux** est attribuable à plusieurs facteurs: les difficultés financières du pays, la crise au Venezuela qui a porté la production d'hydrocarbures à des niveaux très faibles, les difficultés bancaires pour les transactions commerciales avec un pays sous sanctions et les problèmes d'impayés des exportateurs.

**En 2021, les exportations totales de biens des pays européens à destination de Cuba se sont contractées de 4,7% et atteignent 1,5 Mds USD**, en raison de la crise de liquidités (devises étrangères) que rencontre l'île et qui contraint ses importations. En revanche, **les importations depuis les partenaires européens de Cuba ont augmenté de 13% pour atteindre 485 MUSD.** Ainsi, si les exportations sont à un niveau bien plus faible qu'en 2019 (-34%), les importations depuis Cuba ont repris et sont en processus de rattrapage de leur niveau d'avant-crise (-11%).

**L'excédent des échanges de biens en faveur des pays européens est structurel** et s'était accentué

durant la précédente décennie passant de 912 MUSD en 2009 à 1,9 Mds USD en 2018. Néanmoins, les dernières années ont inversé cette tendance et **cet excédent atteint « seulement » 1 Mds USD en 2021, en régression de 47% par rapport à 2018.**

### **Structure du commerce des pays européens avec Cuba.**

La période 2012-2021 a été marquée par une baisse substantielle des importations totales de l'UE de 61% (de 1227 MUSD à 484 MUSD). Si **les 3 principaux postes (produits alimentaires et boissons, fournitures industrielles, biens de consommation n.d.a.) représentent désormais 76% des importations**, leur structure a fortement évolué au cours des dernières années.

En effet, la chute des importations au cours de la dernière décennie est principalement imputable à la **volatilité des importations de fournitures industrielles, de carburants et lubrifiants et d'autres biens n.d.a.** De fait, la part de ces rubriques, qui représentaient 69% de la valeur des importations de biens (respectivement 24%, 17% et 28%), a chuté pour atteindre 38% (16%, 8% et 14%). Cette baisse pourrait être attribuée à la déliquescence de l'appareil productif cubain qui voit ses industries limitées par la faible disponibilité des biens intermédiaires ou des matières premières, ainsi que par les coupures de courant intempestives. Par ailleurs, alors que Cuba raffinait une partie du pétrole Vénézuélien et le ré-exportait, les difficultés du partenaire bolivarien limitent désormais l'accès du pays au pétrole.

Mécaniquement, la part des **importations de produits alimentaires et boissons, et de biens de consommation n.d.a.**, plus stable dans le temps, a fortement augmenté et ces dernières **représentent respectivement 34% et 26% des importations des pays européens.** Parmi les productions iconiques qui ont le moins souffert, on compte le tabac ou le rhum, qui continue de représenter une manne financière importante pour l'île.

Les exportations, bien que stables sur la dernière décennie, se sont aussi fortement contractées avec la pandémie. En résulte une augmentation de la part des **exportations de produits alimentaires** (passée de 16% à 24% de la valeur des exportations européennes vers Cuba) et une diminution de celle des **biens d'équipement** (passée de 34% à 28%). Avec les **fournitures industrielles**, ces 3 postes d'exportation



représentaient **88% des exportations européennes en valeur en 2021**. En revanche, les pays européens exportent peu de matériel de transport (5%) et de biens de consommation n.d.a. (6%).

### L'Espagne partenaire privilégié, la France en retrait.

L'Espagne reste de loin le principal partenaire commercial européen de Cuba, avec des échanges qui atteignent **892 MUSD en 2021**, suivi des Pays-Bas (247 MUSD), de l'Italie (214 MUSD) de l'Allemagne (206 MUSD) et, en 5<sup>ème</sup> position, de la **France (183 MUSD)**. En effet, en 2021, les espagnols sont à la fois les 1<sup>ers</sup> importateurs (142 MUSD) et les 1<sup>ers</sup> exportateurs (746 MUSD) européens de biens depuis et vers Cuba. Des importations en 2021, l'Espagne dédie 67 MUSD aux produits alimentaires et boissons, 26 MUSD pour des biens de consommation, et 18 MUSD à de l'équipement industriel. Les exportations leur sont bien supérieures, avec des montants de 330

MUSD pour les biens industriels, 204 MUSD pour les biens d'équipement et de 136 MUSD pour les produits alimentaires et boissons.

**La présence d'une ligne d'assurance-crédit à court terme destinée aux exportations françaises à Cuba permet à la France de bien se positionner en ce qui concerne les exportations de biens alimentaires et boissons (117 MUSD, 2<sup>ème</sup> position),** mais n'est que le 6<sup>ème</sup> exportateur d'équipement industriel (11 MUSD) et le 5<sup>ème</sup> pour les biens d'équipement (25 MUSD) à l'échelle européenne. Pour les ventes de fournitures industrielles, ce sont respectivement l'Italie (2<sup>ème</sup>, 70 MUSD), les Pays-Bas (3<sup>ème</sup>, 54 MUSD) et l'Allemagne (4<sup>ème</sup>, 36 MUSD) qui se positionnent derrière l'Espagne, pays que l'on retrouve dans un autre ordre concernant les exportations de biens d'équipement (Italie 2<sup>ème</sup> pour 78 MUSD, Allemagne 3<sup>ème</sup> pour 45 MUSD et Pays-Bas 4<sup>ème</sup> pour 30 MUSD).

**Mathieu Cros**

[mathieu.cros@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathieu.cros@dgtresor.gouv.fr)

## Le secteur sucrier à Cuba : un déclin inexorable de la production ?

*L'industrie sucrière, secteur stratégique de l'économie cubaine depuis le XVI<sup>ème</sup> siècle, connaît une période de déclin sans précédent. La restructuration du secteur, organisée dans le cadre d'un vaste plan de réformes visant à revitaliser cette filière, n'a pas porté les fruits escomptés. En 2022, Cuba a enregistré sa plus mauvaise récolte (« zafra ») depuis le début du XX<sup>ème</sup> siècle, alors que pour la deuxième année consécutive la production de sucre n'atteint pas le million de tonnes. Malgré un potentiel historique, le secteur peine même à subvenir aux besoins de consommation interne du pays, qui pourrait devenir un importateur de cette matière première. Actuellement, dans un contexte difficile marqué par les effets de la pandémie sur l'économie cubaine, le gouvernement a annoncé des mesures visant à améliorer la récolte de canne à sucre et la production de ses dérivés dans le souhait de voir renaître son secteur phare.*

### Histoire d'un secteur historiquement porteur à Cuba.

Depuis son introduction à Cuba à la suite de la colonisation, la canne à sucre a fait la richesse de l'île. La production sucrière, devenue filière emblématique pour l'économie cubaine, a connu une forte expansion suite à la venue de capitaux américains au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. **En dépit d'une volonté de réduire la dépendance économique à l'industrie sucrière, cette dernière a toutefois continué à enregistrer une croissance soutenue, constituant l'élément moteur de l'économie du pays jusqu'à la fin des années 80'** (elle représentait 14% de la production industrielle brute<sup>4</sup> du pays).

Après presque une décennie (1980-1990) d'une récolte annuelle proche de 7 Mt en moyenne, **la production a commencé à baisser de manière continue à partir de 1992**. En cause, la fin de l'accès aux marchés privilégiés liés à la chute du bloc soviétique, puis la crise économique ayant suivi (« Période spéciale »), qui ont obligé le

<sup>3</sup> L'investissement américain est passé de 25 MUSD en début du siècle à 800 MUSD en 1927. Ainsi, 75 usines sucrières ont été créées au cours de cette période, responsables de 70% de la production du sucre du

pays. En 1928, les "latifundios" sucriers américains géraient 40% des meilleures terres agricoles de Cuba.

<sup>4</sup> La production brute industrielle a été de 12 383 M de pesos en 1989 (à prix constants 1981)

gouvernement à restructurer le secteur à partir de 2002. **Cette réforme**, connue sous le nom de « *Tarea Alvaro Reynoso* », **a conduit au démantèlement de plus de la moitié des usines sucrières et à l'arrêt de 60% des surfaces cultivées de canne à sucre.**

Sur le plan social, la restructuration a touché plusieurs milliers de salariés et leurs familles, ainsi que des régions entières qui vivaient de la canne à sucre. En effet, la fermeture d'une partie de l'industrie sucrière a rendu nécessaire le départ ou le reclassement d'environ 100.000 salariés, dont beaucoup ont fait l'objet d'une formation professionnelle en vue de leur reconversion vers d'autres activités.

Enfin, la restructuration a eu pour corollaire la suppression du Ministère du Sucre et la création d'une nouvelle institution: **le Groupe AZCUBA**. Créé le 10 novembre 2011 sous le slogan « *La canne... c'est plus que du sucre* », le conglomerat sucrier contrôle les activités de production de la canne à sucre et de ses produits dérivés, et est en charge de la modernisation du secteur. Le groupe dispose de l'ensemble des centrales (56 contre 156 avant 2002), 11 entreprises sucrières et 14 entreprises d'appui et de services, dont 2 centres de recherche. AZCUBA comprend également 10 raffineries, 11 distilleries, 12 rhumeries, des usines de production d'aliments pour le bétail, ainsi que pour la production de glucose et de sorbitol.

#### **Une nouvelle vague de réformes, marquée par de nombreuses contraintes persistantes.**

La remontée des cours du sucre à partir de l'année 2008 et un contexte économique plus favorable ont incité les autorités cubaines à reconsidérer la position du secteur dans l'économie cubaine en vue de développer une production de dérivés du sucre à plus forte valeur ajoutée. L'Etat cubain a ainsi mis en place une politique de réorganisation visant à augmenter la production sucrière et sa rentabilité via l'augmentation du rendement par hectare, actuellement de 44 TM/ha et largement inférieure à la moyenne mondiale (près de 65 TM/ha).

Ces réformes, qui cherchaient à mieux organiser les cycles de la récolte, assurer l'utilisation d'intrants et faire face aux difficultés climatologiques, ont conduit à une **croissance, modeste mais continue, de la production jusqu'en 2015**. La récolte 2017-2018, avec une production de près de 1,3 Mt, soit 40% de moins qu'au cours de la précédente saison, a mis un

terme à la tendance haussière observée depuis 2010 et a marqué le début d'une baisse vertigineuse de la production.

**Pour la campagne 2021-2022, la production a atteint seulement 480.000 tonnes d'après les chiffres officiels (52% des objectifs de production fixés pour cette année), soit la pire récolte depuis le début du 20<sup>ème</sup> siècle**, compte-tenu de la diminution des plantations de canne à sucre, de l'insuffisance dans l'approvisionnement des intrants et du manque d'investissements. A ce stade, cela représente une division par presque 20 de la production en un peu plus de 30 ans (8,1 Mt en 1988). Des 56 centrales sucrières du pays, seules 35 usines ont participé à la récolte actuelle, et seulement 3 ont pu atteindre le plan fixé.

**Afin de répondre à la demande intérieure (estimée à 500 000 t) et à ses engagements dans le cadre d'un accord d'exportations avec la Chine (environ 400 000 t), le pays devra probablement même importer du sucre cette année.** Les exportations de sucre et dérivés avaient représenté 182 MUSD en 2020, soit 10% du total (3<sup>ème</sup> poste de ventes à l'étranger).

#### **Stratégie 2022-2023, des opportunités pour les investissements étrangers ?**

L'obsolescence progressive des équipements constitue un obstacle majeur au développement de cette industrie. Malgré l'augmentation des investissements publics dans le secteur sucrier (environ 9, 8 et 10 MUSD en 2019, 2020 et 2021), ces ressources allouées à la remise à niveau du secteur se révèlent encore insuffisantes.

Les autorités cubaines ont annoncé un changement de cap pour la période 2022-2023, répondant à la nécessité de rationaliser et de rentabiliser le secteur, tout en protégeant l'emploi des 180.000 travailleurs du secteur et leur famille (près de 700.000 personnes dépendent de cette activité à Cuba). **La stratégie de l'île se concentre désormais sur le développement de la filière de produits dérivés de l'industrie de la canne à sucre** : l'alcool, le carburant « bio éthanol », les miels, les dérivés pharmaceutiques de saccharose (glucose, sorbitol), la bagasse, l'aliment pour le bétail et l'électricité.

La récolte 2022/2023 s'annonce d'ores et déjà moins ambitieuse car la production se concentrera uniquement sur les 26 centrales sucrières les plus productives. Par ailleurs la *Cartera de Oportunidades de Inversión*



Extranjera inclut 25 projets dans le secteur, dont 9 visant à moderniser les centrales sucrières<sup>5</sup>.

Compte tenu de la volonté du gouvernement de renforcer l'autonomie énergétique de Cuba, la **génération électrique issue de l'industrie sucrière pourrait représenter également une opportunité pour les investisseurs étrangers**. La puissance installée de 449 MW dans des turbogénérateurs pourrait permettre une production de près de 700 GWh si la production de dérivés du sucre n'était pas aussi déficitaire du fait de son parc industriel obsolète (cette année la production s'est élevée à 247,6 GWh).

Les projets d'investissements dans ce type d'infrastructures énergétiques s'alignent sur l'objectif fixé par les autorités cubaines de

constituer un parc énergétique composé à 37% d'énergies renouvelables d'ici à 2030. **Dans ce contexte, AZCUBA ambitionne de porter sa contribution au système énergétique à 14% (actuellement de 2,4%) via la production d'énergie renouvelable issue de la biomasse** (canne à sucre et déchets végétaux<sup>6</sup>). A cet effet, est prévue la construction de 17 centrales électriques à base de biomasse situées à proximité des usines sucrières pour une capacité de génération installée estimée à 612 MW. Cependant le premier projet de ce type (cubain-chinois-britannique), qui a vu le jour en 2020, affiche pour l'instant des résultats peu satisfaisants. La faible disponibilité de biomasse et le manque de pièces détachées seraient autant des facteurs explicatifs.

Sailé Ruíz-Tudó  
[saile.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr](mailto:saile.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr)

## A Cuba, un déclin démographique accéléré, risque systémique pour le pays

*Le déclin de la population cubaine place le pays au-devant de défis démographiques et économiques majeurs. L'espérance de vie élevée, la faible natalité et la forte émigration des jeunes adultes du pays entraînent à Cuba un vieillissement accéléré de la population, ainsi qu'une perte de ses talents. A bien des égards, Cuba se rapproche du profil démographique des pays développés, alors que le pays n'a pas atteint un développement suffisant pour financer la subsistance de sa population vieillissante. Ainsi, la perte de la main d'œuvre qualifiée et le vieillissement de la population pose des difficultés économiques majeures au pays, avec des enjeux de soutenabilité du budget de l'Etat et de maintien de la productivité dans les quelques industries de pointe du pays (y compris dans le cadre des activités des entreprises étrangères présentes à Cuba).*

### **Un vieillissement de la population accéléré malgré les mesures du gouvernement**

Déjà en proie à de nombreuses difficultés économiques, Cuba fait face au vieillissement de sa population. L'île, dont la population s'élève à **11.105.814** habitants, présente les indicateurs de natalité parmi les plus faibles du monde : **taux de**

**8,9 naissances pour 1000 habitants en 2021 et indice de fécondité de 1,45 seulement, loin des 2,1 nécessaires** pour assurer un renouvellement de la population, indépendamment des flux migratoires. Le niveau d'éducation élevé et l'utilisation de méthodes contraceptives (à la différence d'autres pays de développement similaire), associée à des perspectives économiques en demi-teinte et à l'émigration des personnes en âge de procréer sont autant de facteurs explicatifs.

Par ailleurs, 167.645 décès ont été recensés **en 2021**. Ce chiffre a **dépassé de près de 60.000 décès la moyenne** des cinq dernières années. Cette surmortalité, toutes causes confondues, pourrait s'expliquer par une hausse des décès directement ou indirectement liés à la pandémie, contrastant avec **les quelques 8.530 décès de Covid-19 confirmés** par les autorités cubaines depuis mars 2020.

Les effets cumulés **d'une espérance de vie élevée (78,5 ans)**, d'un faible taux de natalité et d'un solde migratoire déficitaire<sup>7</sup> sont susceptibles de conduire à un déclin démographique accéléré et à un vieillissement rapide de la population dans les prochaines années. Fin 2021, les personnes de

<sup>5</sup> Trois projets sont en cours de discussion avec une société vénézuélienne et 2 sociétés russes pour la rénovation d'usines situées dans les provinces de Matanzas, Cienfuegos et Sancti Spiritus.

<sup>6</sup> Biomasse à partir de déchets végétaux comme le marabú (plante ligneuse invasive), notamment en dehors de la période de récolte de la canne.

<sup>7</sup> Seuls les ressortissants cubains qui séjournent à l'étranger de façon continue pendant plus de 24 mois sont considérés comme des émigrants, ce qui cache sans doute une réalité largement sous-estimée.

**60 ans et plus représentaient 21,6% de la population totale** (à titre de comparaison, ce taux est de 24,9% en France métropolitaine) et ce chiffre devrait atteindre près de 35% en 2050.

L'Etat cubain a mis en œuvre des réformes visant à stimuler la fécondité: allocation de congé maternité supérieure ou égale au salaire minimum, possibilité de cumuler les allocations, baisse des impôts sur le revenu pour les parents d'au moins deux enfants de moins de 17 ans, développement des structures d'accueil pour les jeunes enfants, attribution de logements aux mères de 3 enfants ou plus... Néanmoins ces mesures volontaristes ne parviennent pas à atténuer le vieillissement de la population.

Ainsi, afin de réduire l'impact de ce vieillissement, l'âge de la retraite a été déjà reculé de 5 ans en 2008 – passant de 55 à 60 ans pour les femmes et de 60 à 65 ans pour les hommes. A ce stade, les principaux observateurs et spécialistes estiment cette mesure insuffisante pour garantir la pérennité du système de retraite.

#### **L'émigration à Cuba : des chiffres record en 2022**

Frappée par sa pire crise économique depuis 30 ans, **Cuba connaît un important exode migratoire** qui dépasse largement la précédente vague d'émigration massive qui avait eu lieu en 1994, lorsque près de 35.000 cubains avaient quitté le pays par bateau pour émigrer aux États-Unis.

D'après le rapport publié par l'*US Customs and Border Protection (CBP)*, **20.031 cubains sont arrivés en août 2022 aux États Unis**, soit un nombre équivalent à ceux arrivés en juillet (20.492). D'après ce même document, 197.870 cubains, **soit presque 2% de la population résidente à Cuba, sont entrés sur le territoire nord-américain depuis octobre 2021 dans l'attente d'une régularisation**, la quasi-totalité via la frontière mexicaine. Cette vague migratoire contraste fortement avec les 39.303 et les 14.015 arrivés pendant les années fiscales 2021 et 2020 respectivement.

Si cet exode témoigne de l'accentuation de la crise économique que traverse aujourd'hui le pays, il est aussi dû au changement de régulation annoncée par le Nicaragua fin novembre 2021 (l'obtention d'un visa pour les cubains qui voyagent vers ce pays n'est plus requise) qui a ouvert une route migratoire terrestre aux migrants cubains.

En parallèle, l'émigration par voie maritime montre également une tendance à la hausse. Selon les chiffres du service de Garde-côtes américains, **plus de 5.800 cubains ont été interpellés à bord de bateaux de fortune depuis le 1<sup>er</sup> octobre dernier**. C'est le plus grand nombre de traversées clandestines en haute mer faites sur les dernières années, depuis la décision, en 2017, du président Obama de mettre fin à la politique « des pieds secs/pieds mouillés<sup>8</sup>».

Au niveau mondial **Cuba reste en quatrième position du nombre d'émigrants vers les États Unis**, précédée seulement du Mexique, du Guatemala et du Honduras. On constate néanmoins depuis quelques années une diversification des destinations d'émigration des cubains, en particulier vers l'Espagne, qui abrite la deuxième diaspora cubaine après celle des États-Unis.

#### **Des perspectives économiques inquiétantes pour l'économie cubaine.**

Les impacts économiques du déclin démographique et du vieillissement de la population sont majeurs. Au-delà de la contraction prévisible de la demande nationale en biens et services compte-tenu du pouvoir d'achat particulièrement faible de la population âgée (pension de retraite moyenne en 2021: 1.607 CUP, soit 14 €), le déclin démographique devrait entraîner une baisse de la population active et reste un risque majeur pour les capacités de production du pays. En effet, **la perte du savoir-faire des travailleurs qualifiés qui émigrent et les carences en main d'œuvre disponible sont des contraintes sévères pour les entreprises** cubaines et les entreprises étrangères disposant d'activités à Cuba.

Par ailleurs, l'augmentation du nombre de retraités devrait se traduire par la hausse du ratio de dépendance démographique<sup>9</sup> – estimé à 80% en 2030 et 104% en 2050. Dans un pays où les prestations sociales représentent déjà le principal poste du budget (dépenses de santé et assistance sociale représentent 44% du budget 2022), **le déclin démographique est donc un risque majeur pour la croissance économique de long terme et la soutenabilité des finances publiques du pays**, et une menace pour la viabilité du système de redistribution actuel.

En parallèle, les nouveaux émigrés cubains aux États-Unis devraient à terme constituer une nouvelle diaspora et à leur tour envoyer des

<sup>8</sup> Politique américaine mise en place en 1995 concernant l'immigration cubaine. Elle visait à offrir un permis de résidence aux cubains ayant réussi à poser le pied sur le sol américain (« pieds secs») alors que ceux récupérés en mer (« pieds mouillés») étaient expulsés vers Cuba.

<sup>9</sup> Rapport entre nombre d'individus supposés dépendre des autres pour leur vie quotidienne – jeunes et personnes âgées – et le nombre d'individus capables d'assumer cette charge.

fonds (*remesas*) vers les familles et proches restés sur l'île. Néanmoins, ce processus s'inscrit dans un temps long et ces bénéfices ne devraient pas être ressentis avant plusieurs années. Par ailleurs, bien que ces ressources, reçues principalement depuis les Etats-Unis et particulièrement utiles au

secteur privé, aient représenté jusqu'à 35% des sources de devises du pays en 2019, l'embargo américain continue d'être une contrainte pour les transferts de fonds qui ont considérablement diminué au cours des dernières années.

Sailé Ruíz-Tudó  
[saille.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr](mailto:saille.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr)

## Les financements du Fonds de contrevaletur à Cuba

### Le Fonds de contrevaletur (FCV) finance des projets qui participent à l'autonomie alimentaire de Cuba

Le 23 août dernier a été réalisé le cinquième décaissement du FCV pour le projet Prodegan, pour un montant de 650 000 euros, ce qui porte à **2,5 M EUR** les décaissements réalisés pour ce projet. Celui-ci vise à **augmenter la production de lait et de viande bovine dans la province de Camagüey**, en renforçant 105 coopératives agricoles via l'achat de matériel agricole et la mise en place de plans de formation et de partage d'expérience. Des actions sont également menées pour libérer des terres envahies par le marabú et assurer une bonne gestion de l'irrigation. Ce projet bénéficie aussi d'un financement de 35,9 M EUR de la coopération française et du FIDA. Une assistance technique, financée par l'Union européenne, soutiendra également le projet pour développer les techniques d'agriculture durable.

**L'agriculture est un secteur de la feuille de route bilatérale franco-cubaine, prioritaire pour que l'île réduise sa dépendance aux importations et produise une plus grande part de ses besoins en alimentation** (aujourd'hui Cuba importe entre 70 et 80% de sa consommation alimentaire).

Dans ce but, le FCV étudie actuellement un nouveau projet qui vise à développer une production durable de maïs et de haricots grâce à la mise en place de techniques de l'agriculture de conservation qui préserve les sols (arrêt du labour) et réduit la consommation en eau et en intrants. Ce projet est développé par le GAG (Groupement d'entreprises agricoles) avec l'assistance technique d'InVivo et du CIRAD<sup>[1]</sup>. Un FASEP de 230 000 EUR (Fonds d'études et d'aide au secteur privé, financé par la Direction générale du Trésor français), a permis de réaliser les études préalables de faisabilité portant à la fois sur la définition des cycles de culture et sur des prévisions de rendement. Selon ces études, **les rendements de la production de maïs seraient portés à 6-8 tonnes/hectares** (contre moins de 2 actuellement), et ceux de **la production de haricots à 3 tonnes/hectares** (contre moins de 1 aujourd'hui).

Gaël Dias Omonte  
[gael.diasomonte@dgtresor.gouv.fr](mailto:gael.diasomonte@dgtresor.gouv.fr)

## Evolution de la crise sanitaire à Cuba

La situation épidémiologique reste stable à Cuba, malgré une légère augmentation des cas de Covid pendant l'été. En effet, **après une tendance à la baisse observée depuis le dernier pic en janvier 2022, le pays a fait face à une augmentation** du nombre de personnes contaminées et du nombre de malades hospitalisés. Selon le dernier bilan, Cuba cumulait, au 21 septembre, 1.111.096 cas depuis le début de la pandémie et 8.530 décès.

[1] InVivo est la plus grande coopérative agricole en France, elle a un savoir-faire avéré dans la production de maïs. Le CIRAD est un centre de recherche français qui a pour vocation le développement de l'agriculture durable et résiliente dans les régions tropicales, et est

notamment spécialisé dans l'agriculture de conservation. Le GAG est un groupement de 52 entreprises agricoles présentes dans tout le pays, il dépend du Ministère de l'Agriculture.



Par ailleurs, plus de 9,9 millions de cubains seraient complètement vaccinés (90% de la population total). D'après les chiffres publiés le 20 septembre, plus de 8,4 millions de personnes ont déjà reçu la dose de rappel.

### **La dengue : une épidémie estivale qui risque de se prolonger.**

Le ministère cubain de la Santé publique a fait le point sur la situation de l'épidémie de [dengue](#) dans le pays. Sans communiquer de chiffres officiels sur le nombre total de malades et de décès, l'épidémie est entrée dans une phase de « *transmission intense* » au cours des dernières semaines, avec « *une situation épidémiologique extrêmement complexe* ».

Les seuls chiffres disponibles sur l'épidémie ont été annoncés par les autorités au mois de juillet, alors que l'épidémie était encore à un stade moins avancé qu'aujourd'hui. A ce moment-là, le taux d'incidence était passé de 12,2 à 46,3 cas pour 100 000 habitants entre les mois d'avril et de juin. Au 10 juillet, le nombre de foyers détectés s'élevaient déjà à 21.505, un chiffre record sur les 15 dernières années.

A ce stade toutes les provinces ont confirmé des cas de dengue avec un taux de positivité de 50% et une co-circulation des quatre variants du virus. Les autorités cubaines ont pour leur part approuvé un plan de renforcement contre la prolifération de la dengue afin de réagir à la forte augmentation des cas.

*La Vice-Ministre cubaine de la Santé a aussi confirmé que les mois de septembre et octobre sont particulièrement propices à la prolifération des cas de dengue, avec des pics de contamination attendus jusqu'au début novembre.*

### **Cuba confirme son premier cas de variole du singe**

Un touriste italien atteint de la variole du singe, premier cas recensé à Cuba, est mort le 21 août. D'après des informations confirmées par les autorités du Ministère cubain de la santé, le patient avait évolué rapidement vers un état grave. Selon le ministère, les cas contacts du touriste (près de 200 personnes ont été identifiées) ont été tous asymptomatiques. Un deuxième cas a été détecté le 1<sup>er</sup> septembre (citoyen cubain en provenance des Etats Unis), sans pour l'instant d'autres contagions associées.

Sailé Ruíz-Tudó

[saile.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr](mailto:saile.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr)

## **Le reste de l'actualité en bref**

### **Cuba autorise l'investissement étranger dans le commerce**

Le 15 août, le gouvernement cubain a annoncé l'autorisation de l'investissement étranger dans le secteur du commerce de gros et de détail. Jusqu'à présent, les investissements étrangers à Cuba n'étaient autorisés que dans les secteurs visant notamment à la production de biens, des services ainsi que dans quelques secteurs d'activité comme l'hôtellerie.

Selon les nouvelles mesures, les entreprises du commerce de gros pourront être à 100% détenues par des investisseurs privés tandis que le commerce de détail restera soumis à la modalité de *Joint-Venture*, dans laquelle l'État conservera obligatoirement une participation.

D'après les autorités cubaines, ces nouvelles entreprises se concentreront dans la vente de

denrées alimentaires, de produits d'hygiène, de matières premières, d'intrants, et d'équipements.

Cette annonce fait partie d'un ensemble de mesures visant à relancer l'économie, frappée par sa pire crise économique depuis 30 ans.

### **Un incendie à proximité de la centrale thermoélectrique de Matanzas ravage 4 tanks de fuel à Cuba.**

La semaine du 5 août, un incendie a consumé le centre de réserves de combustible de la centrale thermoélectrique de Matanzas, dans la région éponyme située à une centaine de kilomètres à l'est de la capitale. Ce sinistre serait advenu suite à un coup foudre selon les autorités cubaines, et

il a fallu près d'une semaine aux autorités pour contenir la propagation de l'incendie qui a touché quatre tankers de fuel de 50 000 m<sup>3</sup> chacun.

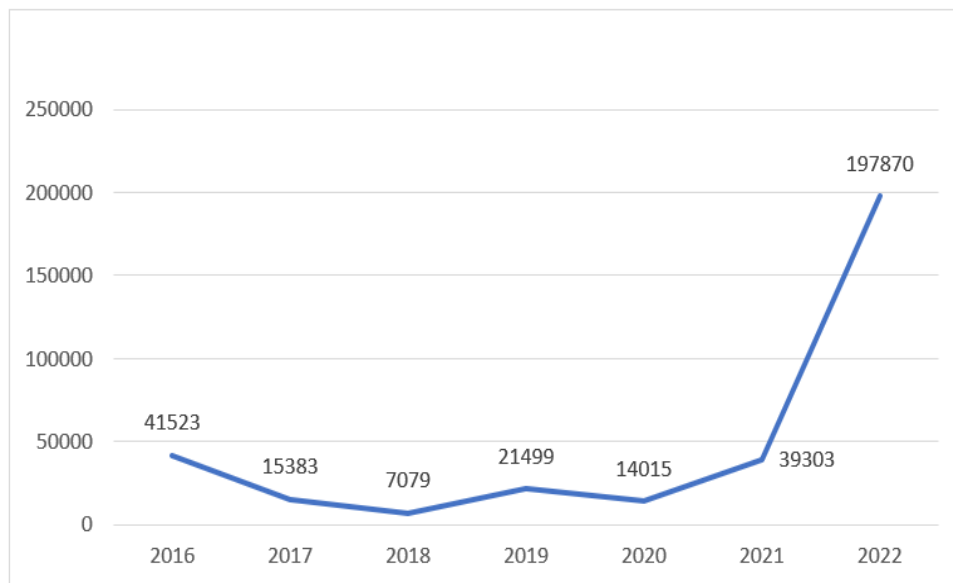
La mise en place d'une coopération d'urgence de la part de pays partenaires (Venezuela, Mexique) a permis l'envoi de 127 spécialistes, ainsi qu'une vingtaine de vols et deux bateaux qui ont rendu possible l'acheminement de divers équipements de lutte contre le feu (pompes d'arrosage, tuyaux, compresseur, oxygène et de 45 000 litres de mousse retardante).

L'incident a eu d'importantes conséquences pour la production énergétique du pays qui était déjà insuffisante pendant la période estivale. Ainsi, si les coupures de courant étaient déjà fréquentes dans l'Est du pays, la centrale thermoélectrique de Matanzas fait partie des deux centrales qui se trouvent à proximité de la capitale. Ainsi, pendant le mois d'août seulement 60% de la demande énergétique de l'île a pu être satisfaite, soit environ 10 heures de coupures de courant par jour en moyenne à Cuba.

Sailé Ruíz-Tudó  
[saile.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr](mailto:saile.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr)

## Focus statistique : L'émigration cubaine vers les Etats-Unis.

Nombre de migrants cubains arrivés aux États-Unis en situation irrégulière par la voie terrestre, période 2016-2022.



Source : élaboré par le service économique à partir des données publiées par le U.S Customs and border protection, Office of Air and Marine.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)